

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 06/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ROUGHOL**

1 rue Charles Cros  
51000 Châlons-en-Champagne

Références : D3i n° 2023-674  
Code AIOT : 0005703537

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2023 dans l'établissement ROUGHOL implanté 1, rue Charles Cros ZAC DES ESCARNOTIERES 51000 Châlons-en-Champagne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a été diligentée suite à un incendie qui a eu lieu vendredi 1er septembre 2023 à 19h30.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ROUGHOL
- 1, rue Charles Cros ZAC DES ESCARNOTIERES 51000 Châlons-en-Champagne
- Code AIOT : 0005703537
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SA ROUGHOL est autorisée, par arrêté préfectoral du 16 juillet 2010 modifié, à exercer des activités de tri, transit, regroupement et traitement de déchets relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- incendie du 1er septembre 2023

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69	/	Sans objet
2	Gardiennage et contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 16/07/2010, article 7.1.1.2	/	Sans objet
3	Ressources en eau et mousses	Arrêté Préfectoral du 16/07/2010, article 7.4.3	/	Sans objet
4	Confinement des eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 16/07/2010, article 7.4.5.1	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La visite d'inspection objet du présent rapport n'a pas mis au jour d'impact sur l'environnement suite à l'incendie du 1er septembre 2023.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Rapport d'incident ou d'accident**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'incident ou d'accident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a appelé l'inspection des installations classées le lundi 4 septembre à 9h, pour un incendie s'étant déclaré le vendredi 1er septembre à 19h30. La prescription est considérée comme respectée.  Concernant le rapport d'accident qui a été demandé par l'inspection des installations classées lors de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une FICHE DE NOTIFICATION D'ACCIDENT/INCIDENT valant rapport d'incident. Cette fiche ne relate aucun impact de l'incendie sur l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Gardiennage et contrôle des accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/07/2010, article 7.1.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des accès
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.[...]
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que le site est clôturé sur l'ensemble de sa périphérie par des murs d'enceinte surmontés d'un barbelé, et par un portail. Ceci a été vérifié par sondage à différents points du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Ressources en eau et mousses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/07/2010, article 7.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des accès
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> La défense Incendie du site est assurée par un réseau de poteaux d'incendie de la ZAC dont 2 sont situés à moins de 100 mètres de l'entrée de l'établissement, le 3ème étant distant de 150 mètres de l'appareil qui lui est le plus proche. Les poteaux Incendies sont capables de fournir un débit simultané de 180m <sup>3</sup> /h sous 1 bar de pression dynamique.
<b>Constats :</b> Les trois poteaux incendie sont présents aux abords du site. L'exploitant fournit un document attestant de la présence de 195 m <sup>3</sup> /h en simultané.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Confinement des eaux polluées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/07/2010, article 7.4.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux polluées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> En cas d'incendie, le volume d'eau à mettre en rétention a été évalué à 450 m <sup>3</sup> . Pour contenir ces eaux, le site dispose de : <ul style="list-style-type: none"><li>- canalisations surdimensionnées (12 m<sup>3</sup>),</li><li>- la bache de relevage (1,5m<sup>3</sup>),</li><li>- la plate-forme bétonnée formée de plusieurs dalles en forme de pyramides inversées (236m<sup>3</sup>).</li></ul> L'exploitant mettra en place un dispositif supplémentaire permettant de retenir sur le site les 200 m <sup>3</sup> restants. Ce dispositif sera indépendant du système de traitement des eaux et devra permettre d'isoler les pompes de relevage situées avant les bassins de rétention des eaux de ruissellement. Les caractéristiques du dispositif supplémentaire de mise en rétention des eaux d'extinction d'un incendie seront transmises pour approbation au service d'incendie et de secours et à l'inspection des installations classées sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Les volumes de rétention ont été contrôlés et validés lors de la visite d'inspection du 28 janvier 2021. Ils n'ont donc pas été contrôlés lors de la visite d'inspection objet du présent rapport.
<b>Observations :</b> Il est demandé à l'exploitant de procéder à des analyses des eaux d'extinction qui sont stockées sur le site, pour déterminer si elles présentent des caractéristiques compatibles avec un rejet dans les eaux pluviales. Si tel est le cas, ces eaux pourront être rejetées comme des eaux pluviales. Dans le cas contraire, l'exploitant devra faire évacuer ces eaux comme des déchets, dans le respect des prescriptions en vigueur. Dans les 2 cas, il est attendu que l'exploitant transmette à l'inspection une copie des bulletins d'analyses. Dans le cas d'une pollution des eaux d'extinction, l'exploitant devra transmettre tout document permettant d'attester de la prise en charge de celles-ci par un professionnel compétent.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet